

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 19 juin 2014

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

- **Portant prescriptions complémentaires dans le cadre du projet d'installation de deux nouveaux séchoirs, une fosse de réception et trois cellules de stockage de céréales**
- **Actant du nouveau régime de classement des silos du site suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

**SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE D'EURE-ET-LOIR - SCAEL (N° ICPE 380)
sur le territoire de la commune de Brou**

PJ : 1 plan de situation du site
1 projet d'arrêté préfectoral

1. Situation administrative de l'établissement

La SOCIETE COOPERATIVE D'EURE-ET-LOIR – SCAEL - dont le siège social est situé 15 Place des Halles – BP 60199 – 28004 Chartres est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n°548 du 16 avril 1999 modifié, à exploiter une unité de stockage de céréales dans les locaux implantés sur le territoire de la commune de Brou au lieu-dit « Le Clos du Moulin à Vent ».

Le site de Brou exploité par la société SCAEL comprend des silos à enjeu très important en raison de la présence d'un logement de gardien sur le site dans les distances d'éloignement réglementaires des silos.

2. Nature de la demande

Conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, par porter à connaissance du 03 mars 2014, la SCAEL a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de demande de modification d'exploiter concernant le site de stockage de céréales susvisé.

La modification porte sur l'installation de deux nouveaux séchoirs, en remplacement de l'un des deux séchoirs déjà existants, d'une tour de manutention avec fosse de réception et de trois cellules métalliques verticales de stockage de céréales.

Par courrier électronique du 10 avril 2014, l'inspection des installations classées a notifié à l'exploitant le caractère incomplet et irrégulier de son dossier.

Suite à ces observations, la SCAEL a déposé un nouveau porter à connaissance le 28 avril 2014, annulant et remplaçant celui du 03 mars 2014. C'est sur cette dernière version que porte le présent rapport.

Ces nouvelles installations relèveraient de la législation des installations classées au titre des rubriques suivantes :

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume sollicité	Unité du volume sollicité
2160-2	a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables. Autres installations :	Ajout de 3 cellules, de volume total de 1 200 m ³ à la rubrique comprenant les silos A, B, C existants, de volume total 66 440 m ³	Volume total de stockage	>15 000	m ³	67 640	m ³
2910-A	1	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse.	Ajout de 2 séchoirs fonctionnant au gaz naturel, en remplacement de l'un séchoir des deux séchoirs déjà existants, portant la puissance totale installée au titre de cette rubrique de 8,5 MW à 19 MW	Puissance thermique maximale de l'ensemble des installations	> 2 et < 20	MW	19	MW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Le porter à connaissance de la SCAEL ne vise pas les autres rubriques ICPE dont dépend l'établissement.

Nota : Le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 a introduit le régime d'enregistrement pour les silos plats. Par courrier du 25 septembre 2013, la SCAEL a fait valoir son droit d'antériorité pour les silos plats de son établissement : silos D et E.

→ Le projet d'arrêté préfectoral joint prend acte du nouveau classement de ses silos – cf. article 2.1 du projet d'arrêté qui fixe la liste des installations classées.

3. Instruction de la demande

3.1. Référentiel réglementaire

Le site étant soumis à autorisation, la modification demandée par la SCAEL est à apprécier selon l'article R.512-33 du Code de l'environnement, à savoir si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

3.2. Analyse des éléments apportés par le demandeur

3.2.1. Impact sur le régime de classement du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Les éléments transmis par la SCAEL mentionnent l'absence de modification :

- du régime de classement général du site, qui restera soumis, dans son ensemble à autorisation, au sens du code de l'environnement ;
- du régime de classement du site au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées à laquelle sont associés les séchoirs : le site dispose de deux séchoirs déjà soumis à déclaration au titre de la rubrique 2910, la nouvelle puissance installée ne modifiera pas le classement du site, soumis à déclaration vis-à-vis de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE ;
- du régime de classement du site au titre de la rubrique 2160-2 de la nomenclature des installations classées à laquelle sont associés les silos verticaux : le site dispose de silos déjà soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160-2, la nouvelle capacité de stockage constituée des trois cellules verticales envisagées par la SCAEL augmentera la capacité totale de stockage de céréales en silos verticaux du site de moins de 2% ; elle ne modifiera pas le classement du site, soumis à autorisation vis-à-vis de la rubrique 2160-2 de la nomenclature des ICPE.

3.2.2. Modification apportées par le projet de la SCAEL sur les impacts et dangers liés à l'exploitation de son établissement et prescriptions proposées en référence au dossier déposé par la pétitionnaire

- Milieu eau, le trafic associé à l'activité du site : les éléments transmis par la SCAEL mentionnent l'absence d'impact du fait de son projet.
- Utilisation rationnelle de l'énergie : le porter à connaissance mentionne une économie d'énergie par rapport à l'existant du fait de la conception plus récente des séchoirs.
- Paysage : le pétitionnaire s'engage à construire ses installations de façon à s'intégrer aux bâtiments adjacents.
- Milieu Air : le porter à connaissance signale que les trois cellules de stockage projetées seront fermées, que l'approvisionnement des grains se fera dans une fosse de réception mais que la quantité de grains réceptionnée sera inchangée, et que les séchoirs auront un rejet canalisé en poussières conforme à la valeur limite de rejet prescrite par l'arrêté ministériel sectoriel : 30 mg/Nm³.
→ *La prescription du respect de l'arrêté ministériel sectoriel – arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration dans la rubrique n°2910 (Combustion) est reprise à l'article 2.2 du projet d'arrêté ci-joint.*
- Bruit : le porter à connaissance signale que la mise en service des nouveaux séchoirs, et notamment les ventilateurs associés, pourra être à l'origine de nuisances sonores supplémentaires, qui resteront cependant limitées, le site disposant déjà de séchoirs. Il indique que l'exploitant respectera les seuils de niveaux sonores réglementaires.
→ *Le projet d'arrêté ci-joint propose de prescrire un contrôle des niveaux sonores en condition de fonctionnement des installations, au plus tard 6 mois après la notification de l'arrêté à l'exploitant – article 2.6.*

- Risque d'ensevelissement :
 - Le scénario d'ensevelissement a été modélisé, en cas d'effondrement de l'une des cellules projetées. Le bureau d'études conclut que ce phénomène ne conduirait pas à des effets à l'extérieur de l'établissement ;
 - Il présente un endommagement possible des bardages des structures voisines, sans dommage important, et s'engage à ce que le poste de détente de l'alimentation gaz des nouveaux séchoirs se situe hors des zones d'ensevelissement.
- Risque d'explosion :
 - Le scénario d'explosion a été modélisé, pour les cellules projetées, le bureau d'études se base sur les paramètres d'explosivité majorants au vu des céréales citées comme susceptibles d'être stockées (celui de l'orge), il conclut qu'en cas d'explosion sur une cellule, le seuil de surpression correspondant aux effets irréversibles et aux dégâts légers sur les structures (50 mbars) ne sort pas des limites de l'établissement ;
 - Il présente un impact possible sur les bardages des installations voisines (silo E, tour de manutention, séchoirs) et la structure des cellules voisines, sans dommage important sur la structure béton du silo E et avec des effets circonscrits à l'intérieur du site en cas d'ensevelissement lié à un effondrement des cellules voisines. Le dossier ajoute que les surpressions générées en cas d'explosion sur les cellules projetées n'induiraient pas d'effet domino.
- Risque incendie :
 - Le scénario d'incendie a été modélisé, pour les séchoirs. Le bureau d'études se base sur l'émissivité du bois, il conclut qu'en cas d'incendie sur un séchoir, le flux thermique des effets irréversibles (3 kW/m²) ne sort pas des limites de l'établissement ;
 - Il présente un impact possible sur les cellules de stockage et la tour de manutention. Il précise que ces équipements seraient endommagés et qu'ils pourraient engendrer un effondrement de celles-ci, qui resterait confiné sur le site. Le dossier ajoute que le flux thermique (8 kW/m²) correspondant au seuil des effets dominos, n'atteindrait aucune autre installation. Le pétitionnaire prévoit que les séchoirs soient équipés d'un système d'aspersion d'eau interne et indique que ce système permettrait de plus de réduire significativement les effets thermiques engendrés.
 - *Le projet d'arrêté ci-joint propose de retenir l'équipement de chaque séchoir d'un système d'aspersion fixe d'eau avec mise en pression d'une colonne dans les couloirs – article 2.2.4.*
- Risque liés aux installations existantes sur les installations projetées : le porter à connaissance signale l'absence d'effet domino résultant d'un accident des installations existantes vers les installations projetées par la SCAEL.

3.2.3. Conformité des installations projetées aux arrêtés types

La SCAEL a confirmé que son projet respecte a minima les prescriptions des arrêtés préfectoraux et arrêtés ministériels sectoriels applicables aux installations classées qu'elle exploite sur son site, lesquels prescrivent des dispositions techniques et d'exploitation relatives aux séchoirs et aux silos ; SCAEL s'engage au respect :

- des préconisations du guide sur la sécurité des séchoirs de grains – version 1 de 2010 élaboré par un groupe de travail national réunissant l'administration, les professionnels et des experts et de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 applicable aux installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- des prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.
 - *Le projet d'arrêté reprend les préconisations du guide séchoirs précité et la prescription du respect de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration dans la rubrique n°2910 (Combustion) est reprise à l'article 2.2 du projet d'arrêté ci-joint.*

Nota : Le site de Brou exploité par la société SCAEL comprend des silos à enjeu très important en raison de la présence d'un logement de gardien sur le site dans les distances d'éloignement réglementaires des silos. Pour la faisabilité de son projet, en vertu des articles 6, 7 et 17 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2014, il a été demandé à la SCAEL d'accompagner son projet de la démonstration de la conformité de ses nouveaux silos et des silos existants en regard des distances d'éloignement prescrites, lesquels ne devront plus être SETI. La SCAEL s'est engagée à ce que la maison du gardien soit libérée au plus tard à mi-septembre 2014 – son courriel du 28 mai 2014.

→ *L'inspection des installations classées propose de prescrire que, au plus tard le 14 septembre 2014 et en tout état de cause avant la mise en fonctionnement de son projet, le logement de gardien du site n'est plus occupé – article 2.1.2 du projet d'arrêté ci-joint.*

3.3. Propositions supplémentaires introduites dans le projet d'arrêté préfectoral

3.3.1. Mise à l'arrêt d'un séchoir existant :

La SCAEL prévoyant la mise à l'arrêt d'un des séchoirs existants, le projet d'arrêté propose également de prescrire les dispositions minimales dans ce cadre : dispositions matérielles interdisant sa réutilisation afin de garantir sa mise en sécurité et la prévention des accidents, et démantèlement au plus tard six mois à compter de la notification de l'arrêté à l'exploitant.

3.3.2. Défense incendie :

Les installations projetées étant susceptibles d'être le siège d'un incendie ou d'une explosion, l'inspection des installations classées a proposé au Préfet de solliciter l'avis du SDIS sur le porter à connaissance du 28 avril 2014 déposé par la SCAEL.

→ *L'inspection des installations classées propose de compléter le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en séance pour tenir compte des préconisations qui seront émises par les services d'incendie et de secours.*

4. Conclusion et proposition

Compte-tenu des nouvelles conditions d'exploitation et considérant la nouvelle situation administrative du site, un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires doit être pris après avis du CODERST en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement pour modifier le tableau de classement et fixer les prescriptions complémentaires nécessaires pour assurer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, pour le site exploité par la SCAEL à Brou.

Conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Dans le cas d'une suite favorable au projet de la SCAEL, pour respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 applicable aux silos, **l'inspection des installations classées propose d'accompagner l'arrêté complémentaire d'un commentaire attirant l'attention de la SCAEL sur la nécessité qu'elle libère définitivement le logement de gardien avant la mise en fonctionnement des installations objet du présent rapport, et au plus tard le 14 septembre 2014.**

Le projet de la SCAEL est soumis à permis de construire. La SCAEL s'est engagée à déposer un justificatif de dépôt de permis de construire au plus tard le 10 juin – justificatif de dépôt non reçu à ce jour. **L'inspection des installations classées propose de réserver la signature du projet d'arrêté complémentaire ci-joint** à la fourniture du justificatif de dépôt de demande de permis de construire.